

PETITION:

NON à l'extension du travail du dimanche !

La droite en rêvait mais n'avait pas osé. Le gouvernement de MM. Hollande, Valls et Fabius se préparent à généraliser le travail du dimanche, du moins à l'étendre.

Ce gouvernement est en train d'opérer le plus grand transfert – 41 milliards d'euros par an – des dépenses publiques et sociales vers le profit capitaliste avec les mesures de son « pacte de responsabilité ». Malgré l'impopularité et les sanctions électorales successives, il poursuit sa mission de casse sociale commanditée par le patronat. Le pouvoir profite de l'impasse politique institutionnelle, bien organisée, qui ne laisse comme perspective qu'une alternance droite/ « gauche » basée sur une politique économique et sociale identique coordonnée par l'Union européenne. L'extrême-droite vient jouer son rôle de diversion et de repoussoir. Le PS dégage médiatiquement une partie de ses apparatchiks pour tenir une posture plus « à gauche ».

Le gouvernement charge la barque en s'efforçant d'éviter toute convergence des colères et des luttes. Les mauvais coups succèdent aux mauvais coups sur les travailleurs et l'ensemble de la population.

Pourtant les luttes se développent. Après la tromperie et les illusions propagées sur l'alternative électorale de 2012, la réplique dans la perspective de 2017 ne prend pas. C'est maintenant et dans les luttes que le changement, la résistance au quotidien pour nos droits, pour défendre nos conditions de vie se joue.

Tout est lié. Chaque lutte est décisive, contre la casse de la SNCF, l'augmentation des tarifs de l'électricité, la fermeture des hôpitaux, les délocalisations des usines, la suppression des départements etc.

L'extension du travail du dimanche fait partie de ce sombre

Salariés, retraités, jeunes, nous sommes totalement opposés à l'extension du travail du dimanche. Nous n'acceptons l'hypocrisie à la « compétitivité » ou à « l'emploi » de nulle part.

- Nous demandons par cette pétition au président et au gouvernement de renoncer à toute extension du travail du dimanche dans son projet de loi relatif – soi-disant - « à la croissance et au pouvoir d'achat ».

- Nous demandons, à l'opposé, un encadrement beaucoup plus restrictif du travail du dimanche, basé sur l'utilité sociale et accompagné de compensations légitimes.

volant de mesures.

Le repos dominical est une tradition culturelle et historique. Il représente, pour l'ensemble de la vie sociale, pour les familles, pour la culture un moment structurant, irremplaçable. Le travail du dimanche ne peut être qu'une exception, liée à la continuité des services d'urgence, de cette vie sociale (hôpitaux, transports etc.). Il doit être dûment compensé.

Nous savons bien ce que cherche le patronat quand il revendique la banalisation du travail du dimanche. Cela n'a rien à voir avec la « croissance ». Qui peut imaginer qu'avec les mêmes salaires et pensions, nous allions dépenser plus parce que les grands magasins seraient ouverts le dimanche ? Dans le même temps, le gouvernement ferme les bureaux de poste, les perceptions, les agences de la Sécurité sociale, ouvertes en semaine...

Non, le patronat veut continuer à démolir le code du travail, bénéficier d'une main d'œuvre corvéable tous les jours et la nuit en la payant le moins possible. Il veut étendre en même temps la précarité, les contrats anormaux etc. La concurrence exacerbée, notamment dans le commerce, se ferait au détriment des plus petits, des marchés locaux, des épiceries etc.

Pour des millions de travailleurs, l'extension du travail du dimanche peut avoir des conséquences immédiates graves sur la famille, le rythme de vie. Pour les salariés les plus précaires, les étudiants obligés de travailler pour financer leurs études, le travail du dimanche est une fausse solution. Les quelques avantages qui subsistent en faveur des travailleurs du dimanche sont condamnés par cette banalisation.

NOM, Prénom	Adresse et mail	Qualité/Entreprise	Signature

A remettre, à la Fête de l'Humanité, sur le stand de la Fédération PCF de la Haute-Saône, avenue Stéphane Hessel, sur celui de la section du PCF de Saint-Quentin, avenue Angela Davis ou sur celui de la section du PCF Paris 15, avenue Stéphane Hessel
Ou à renvoyer à « Cahiers communistes », 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, cahierscommunistes@orange.fr

